

Conseil de communauté du 17 mars 2011
Intervention de Philippe Goirand
Délibération URB 01 relative à la révision simplifiée du PLU du Grand Toulouse,
commune de Quint-Fonsegrives – projet de polyclinique

Il nous est aujourd'hui proposé de délibérer sur la révision simplifiée du PLU du Grand Toulouse provoquée par le projet d'implantation d'une polyclinique sur la commune de Quint-Fonsegrives. Cela ne peut se faire sans émettre certaines réserves, et au nom des élus écologistes je souhaite revenir ici sur l'inquiétude que doit nous inspirer un tel projet.

Le constat, que nous avons déjà partagé, est celui-ci : face à la volonté des établissements de soins privés installés sur notre territoire de déménager, notre collectivité dispose de peu de moyens d'action et n'a pas autorité pour statuer sur la carte sanitaire de l'agglomération. Elle ne peut donc pas s'opposer à un tel projet sans courir le risque de voir ces cliniques déménager encore plus loin.

Cela, toutefois, ne doit pas nous empêcher de questionner l'impact de ce projet sur les capacités de financement de l'Agence régionale de santé (ARS). Car il est à craindre qu'à la faveur de cet opportuniste projet, Capio tente de capter des financements publics conséquents.

N'oublions pas que ce groupe, leader européen de l'hospitalisation privée, ne fait pas secret des « business models » sur lesquels il fonde ses potentiels de croissance. La participation éventuelle de l'ARS au financement de la polyclinique assècherait encore plus les finances allouées au service public de santé de notre région. A l'heure où la réforme Hôpital patients santé territoire (HPST) entérine les restrictions budgétaires pour l'hôpital public, ce serait tout à fait inacceptable.

D'autre part, les élus de l'agglomération toulousaine s'accordent sur la nécessité de limiter l'étalement urbain et de rapprocher les services des lieux de vie. Or, le déménagement de cliniques contredirait complètement ces principes. De plus, il justifierait la création d'une liaison routière et d'un nouvel échangeur sur la rocade. L'urgence – nous ne le répèterons jamais assez - est bien plutôt de financer les lignes de tramway et d'en finir avec l'étalement urbain.

Ce projet aurait mérité d'être davantage débattu : aménagement du territoire, investissements en matière de transports, accessibilité des services de santé, menace sur le financement du service public de santé, ... Tout cela ne peut que faire réfléchir.

Ces fortes craintes nous conduisent donc à l'abstention.